



PRÉSIDENCE DE LA COMMISSION DE L'UA

Antananarivo sollicite l'appui de Brazzaville

Le président de la République, Denis Sassou N'Gesso, a reçu au Palais du peuple la ministre malgache des Affaires étrangères, Rafaravavitafika Rasata, porteuse d'un message de son homologue Andry Rajoelina qui sollicite l'appui du Congo à la candidature de son pays à la présidence de la Commission de l'Union africaine (UA). « *Nous sommes ici pour solliciter le soutien d'un pays frère qui est le Congo* », a déclaré la cheffe de la diplomatie malgache à l'issue de l'audience.

Page 16



La ministre malgache des Affaires étrangères, Rafaravavitafika Rasata

URBANISATION

Rendre les villes congolaises plus propres



Le Premier ministre entouré du ministre de l'Assainissement et du maire de Brazzaville. Venus nombreux de divers horizons, les participants à la première conférence sur l'assainissement en République du Congo ont formulé une série de recommandations parmi lesquelles la viabilisation des villes et villages, la mobilisation des financements, la mise en place d'un cadre législatif structurant, la gestion des déchets, la sensibilisation de la population à la salubrité et à l'hygiène.

Page 16

SANTÉ

Le Congo veut mobiliser plus de financements

Le ministre de la Santé et de la Population, Jean Rosaire Ibara, a souligné hier à l'ouverture d'une rencontre regroupant les acteurs nationaux et les partenaires la nécessité de réunir plus de financements, d'assurer la transparence dans la gestion des fonds et de digitaliser les services sanitaires. « *Un système de santé performant repose sur des*



Le ministre de la santé et le représentant de l'OMS-Congo entouré par les experts en santé. « *structures bien financées où les ressources sont mobilisées efficacement, utilisées de manière transparente et orientées vers l'amélioration de la qualité des soins* », a indiqué le ministre.

Page 3

ELIMINATOIRES CAN U17 2025

Les Diables rouges se rendront à Douala

L'équipe nationale des moins de 17 ans va prendre part au tournoi qualificatif à la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de

football de la catégorie qui se disputera du 11 février au 2 mars dans la capitale économique du Cameroun. Les Congolais qui se trouvent, depuis quelque temps, en chantier entendent faire sensation à Douala en franchissant la phase finale de la compétition.



Les Diables rouges U17DR

Éditorial

Assainissement

Page 2

Page 13

ÉDITORIAL

Assainissement

La première conférence sur l'assainissement urbain a débouché, le 3 février, à Brazzaville sur des recommandations concertées entre les pouvoirs publics et les partenaires au développement y compris les organisations de la société civile pour créer les conditions d'une gestion plus salubre de la cité. Afin de débarrasser les localités urbaines et rurales des immondices qui les envahissent par endroits, la mise en œuvre d'une économie circulaire à travers la transformation et la valorisation des déchets, la construction de centres de tri et de recyclage ainsi que l'amélioration des voiries sont recommandées.

Etant donné que l'assainissement est aussi une question de mentalité, des clubs de sensibilisation seront créés dans les écoles et les quartiers afin de renforcer l'implication communautaire pour relever le pari « zéro déchet » que se sont fixé les conférenciers.

De leur côté, les administrateurs-maires de Brazzaville sont montés au créneau pour réclamer une loi plus contraignante en vue de renforcer l'arrêté de l'ancien Premier ministre, Clément Mouamba, qui consacre le premier samedi du mois à des opérations de salubrité publique.

Compte tenu des convergences de vue exprimées au cours des débats et des engagements des parties en présence, cette conférence ne devrait donc pas se cantonner à une simple messe de bonnes intentions. La réalité sur le terrain, avec des solutions jugées novatrices au regard des recommandations formulées, devrait s'améliorer pour donner sens à l'initiative "villes, villages et habitations propres". La santé publique en dépend.

Les Dépêches de Brazzaville

BRAZZAVILLE

Un conclave pour analyser les forces et faiblesses de la politique maritime et fluviale

Un atelier national de consultation des parties prenantes et de prévalidation du diagnostic stratégique de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales s'est ouvert le 3 février à Brazzaville. Objectif : analyser les forces et les faiblesses de la politique maritime et fluviale tout en identifiant les défis à relever.



Les membres du gouvernement et les experts à l'ouverture de l'atelier/Adiac

« En travaillant de façon coordonnée avec les institutions publiques, partenaires internationaux, experts et société civile, la finalité est d'aboutir à l'élaboration d'un cadre d'action cohérent, structuré et inclusif », a le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, à l'ouverture des travaux. Selon lui, l'ambition est de doter le pays d'une politique maritime et fluviale capable d'assurer une gestion durable des ressources ; de promouvoir l'économie bleue ; de renforcer la sécurité et la sûreté maritimes et dans les eaux continentales. Ainsi, la mise en œuvre de cette politique résultera de la Stratégie africaine intégrée pour la mer et les océans de l'Union africaine, de la Stratégie de la sécurisation des intérêts vitaux en mer et dans les eaux continentales partagées de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale et la Stratégie pour le développement de l'Economie bleue du-

rable dans l'espace communautaire, a-t-il poursuivi.

Le ministre Charles Richard Mondjo, qui est porteur de la Stratégie nationale pour la mer et les eaux continentales, a également souligné qu'il faut tenir en compte les tendances géostratégiques qui font naître de nouvelles menaces et opportunités pour les activités maritimes du fait de la densité de l'espace aéromaritime couplée aux évolutions technologiques et le changement climatique.

Pour l'avenir

Le secrétaire permanent du Comité interministériel de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales (Sepcim-aemec), Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck, a souhaité pour l'avenir que les plans d'action et les programmes qui découleront de la stratégie nationale puissent bénéficier d'un engagement équivalent de la part des partenaires au

développement. « Aujourd'hui, c'est chose faite. Avec le soutien du comité interministériel, notre pays, à travers le Secrétariat permanent, bénéficie de l'appui technique et financier de l'Union européenne (UE) dont je ne saluerai jamais assez les diligences avec lesquelles elle a réagi », a-t-il indiqué en appelant les experts présents à ce rendez-vous à des échanges fructueux dans l'esprit qui a toujours caractérisé le groupe technique de travail considéré comme le laboratoire de conception.

Pour le représentant de la délégation de l'UE, Torben Nilsson, il est important que la Stratégie nationale couvre à la fois la mer et les eaux continentales. La nouvelle stratégie, une fois finalisée et adoptée, guidera les investissements importants à faire dans le cadre du Plan national du développement du Congo et de la stratégie « Global Gateway » de l'UE.

Rominique Makaya

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

SANTÉ PUBLIQUE

Le Congo et l'OMS se projettent sur la mobilisation des financements en 2025

A l'occasion de la revue sectorielle des plans de travail annuels budgétisés (PTAB) 2024 et de la planification 2025 le 4 février dans la commune de Kintélé, le ministre de la Santé et de la Population, Jean Rosaire Ibara, a suggéré la mobilisation des financements du secteur de la santé, la transparence et la digitalisation de services de santé.

Au cours de ces assises, les experts en santé du Congo et les partenaires au développement vont faire le bilan des actions menées en 2024 et préparer les actions à mener en 2025. Ils vont plancher, entre autres, sur l'amélioration des indicateurs traceurs, la gestion axée sur les résultats, la stratégie opérationnelle des soins de santé primaires, le bien-être de tous à tout âge, la disponibilité continue des services de santé essentiels, la couverture sanitaire universelle, la mobilisation des financements, la transparence, la pérennisation des acquis et la digitalisation de services de santé.

Dans le cadre de la gouvernance du système de santé, le Congo a institutionnalisé la revue sectorielle des plans de travail annuels budgétisés et son système de planification. L'initiative permet de renforcer le dialogue avec les acteurs opérationnels, d'identifier les interventions majeures et améliorer le pilotage du secteur de la santé. « (...) Les défis méritent d'être analysés pour identifier les approches stratégiques, novatrices à la fois opérationnelles qui permettront d'améliorer la performance du système sanitaire national et l'atteinte des objectifs santé. L'échéance 2030 pour l'at-



Le ministre de la Santé et le représentant de l'OMS-Congo entourés par les experts en santé/Adiac

teinte des objectifs de développements durables approche, la santé étant un objectif déterminant (...), il est dispensable que le pays accélère les approches systémiques et multisectorielles ainsi que le renforcement de la centralité de la santé dans toutes les politiques... », a indiqué le Dr Vincent Dossou Sodjinou, représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)-Congo. Le diplomate onusien s'est réjoui du rôle accru des collectivités locales et de la décentralisation du système de santé dont la mise en place des conseils départementaux de la santé.

Pour sa part, le ministre de la santé a rappelé qu'«un système de

santé performant repose sur des structures bien financées, où les ressources sont mobilisées efficacement, utilisées de manière transparente et orientées vers l'amélioration de la qualité des soins». Pour renforcer la gouvernance financière, les formations sanitaires doivent agir sur les axes stratégiques, notamment le renforcement des soins de santé primaires, l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins, le renforcement des capacités humaines, l'intégration des technologies et les innovations appliquées dans le domaine de la santé. « La mise en place de mécanismes de financement innovants et équitables, comme l'assurance santé uni-

verselle, permettra de garantir un accès aux soins pour tous sans barrière financière. La digitalisation de notre système de santé, l'utilisation des dossiers médicaux électroniques et personnalisés, comme je l'ai récemment observé avec satisfaction à l'hôpital général de N'goyo de Pointe - Noire, est un modèle d'exemplarité qui devrait être dupliqué dans tous les hôpitaux de notre pays », a commenté le ministre Jean Rosaire Ibara. Il a rappelé que grâce à l'engagement des professionnels de la santé et des partenaires internationaux, le Congo a amélioré l'accès aux soins de santé primaires dans les zones rurales et urbaines. Et le pays a

augmenté légèrement la couverture vaccinale et a pu réduire la propagation des maladies transmissibles dans certains districts sanitaires, tel que le district sanitaire de Madingo Kayes.

De même, l'introduction des innovations technologiques comme la télémédecine pour surmonter les barrières géographiques est l'œuvre des professionnels de la santé et des partenaires internationaux. Le ministre de la santé a demandé aux professionnels de la santé de constater et d'analyser les défis auxquels le pays est confronté, notamment l'accès inégal aux soins de qualité, en particulier dans les zones rurales et défavorisées, le manque de protocoles et de standards clairs dans certains établissements de santé, l'insuffisance des ressources humaines qualifiées et du matériel médical adéquat, ainsi que le faible engagement dans l'évaluation et l'amélioration continue de la qualité des soins. « La santé de notre population n'est pas seulement un indicateur de bien-être, mais aussi un pilier fondamental de notre développement socio-économique ; et la bonne santé d'une population augure la bonne santé socio-économique d'un pays », a-t-il notifié.

Fortuné Ibara

ENVIRONNEMENT

L'Allemagne et le Congo envisagent de protéger la tourbière de Ngamakala

La ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, a échangé, le 3 février à Brazzaville, au cours d'une audience, avec l'ambassadeur allemand Wolfgang Klapper, sur la protection de la tourbière de Ngamakala située dans le département du Pool.

Dans le cadre de la préservation des zones humides du Bassin du Congo, les deux personnalités ont discuté de la coopération entre les deux pays pour la protection des tourbières en général et en particulier celle de Ngamakana, situé à quarante-cinq kilomètres de la ville de Brazzaville, qui représente pour l'Allemagne un enjeu environnemental majeur. « L'Allemagne va renforcer son engagement pour la protection des tourbières au Congo, qui jouent un rôle essentiel pour le climat mondial et c'est très important de les préserver. C'est grâce à l'engagement de madame la ministre qu'aujourd'hui le fonctionnement et l'importance des atouts naturels sont mieux confiés, voilà notre intention de renforcer notre engagement pour protéger ces zones humides très importantes », a indiqué Wolfgang Klapper, ambassadeur extraordinaire plénipotentiaire de la République Fédérale d'Allemagne. Au Congo, la tourbière de Ngamakala fait partie des écosystèmes les plus fragiles et les plus importants du pays. Ces terres humides sont essentielles pour l'équilibre écologique et la gestion des ressources en eau, tout en constituant un puits

de carbone majeur qui contribue à atténuer les effets climatiques. Au cours de cet entretien, la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo a exprimé l'importance de ces écosystèmes pour le Congo et la région du Bassin du Congo, soulignant que leur préservation nécessite une coopération internationale renforcée. Elle a également mis en lumière les défis auxquels le pays fait face pour protéger ces zones sensibles tout en favorisant leur développement durable.

Par ailleurs, la présence de Hartmut Behrend, conseiller technique du projet protection adaptation des tourbières au Congo (Paco), a été remarquée lors de la rencontre entre la ministre Arlette Soudan-Nonault et l'ambassadeur d'Allemagne au Congo, Wolfgang Klapper.

En effet, le projet Paco est un partenariat stratégique entre le Congo et l'Allemagne. Il est financé par la GIZ, agence centrale du gouvernement fédéral allemand pour la mise en œuvre de la politique de développement allemande et l'initiative internationale pour le climat (IKI). Ce projet vise à protéger les tourbières du pays en soutenant des initiatives



Le ministre de l'Environnement et ses partenaires/Adiac

de conservation, tout en offrant une solution face aux défis du changement climatique. A travers ses partenaires GIZ et IKI, l'Allemagne s'est engagée depuis plusieurs années aux côtés du Congo dans cette lutte. Le projet Paco contribue à l'amélioration des capacités locales en matière de gestion des tourbières et des zones humides, tout en soutenant des actions concrètes pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

L'ambassadeur allemand a réaffirmé leur engagement envers la préservation des tourbières et des zones humides du Congo. Il a salué les efforts du gouvernement congolais dans la mise en place d'une politique environnementale ambitieuse et a exprimé le souhait de renforcer cette coopération, notamment en élargissant les projets de protection de la biodiversité et la gestion durable des écosystèmes. « On nous a accordé d'inclure dans notre

proposition la préservation de la petite tourbière de Ngamakana qui se trouve à quarante-cinq kilomètres de Brazzaville et qui est gravement menacé par les activités humaines telles que la construction des maisons, les activités agricoles, la pollution et la déforestation. Voilà l'urgence d'agir devant tout le monde pour présenter cette tourbière qui est parmi les plus vieilles au monde », a déclaré le diplomate allemand.

L'ambassadeur a également souligné l'importance de l'implication des communautés locales dans ces projets afin de garantir leur durabilité à long terme. Les deux parties se sont engagées à continuer à travailler ensemble pour préserver la tourbière de Ngamakana et d'autres zones humides essentielles du Bassin du Congo. Signalons que la protection de ces écosystèmes ne relève pas seulement d'un enjeu national, mais aussi d'une responsabilité globale. Ainsi, la collaboration entre le Congo et l'Allemagne est essentielle pour garantir un avenir durable et résilient face aux défis climatiques mondiaux.

F.I.

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

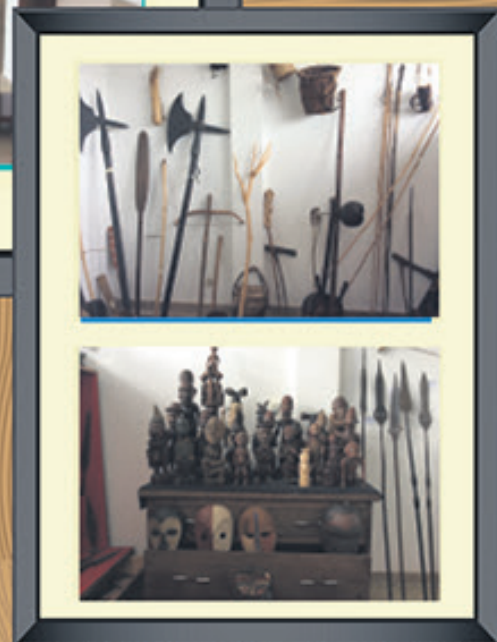
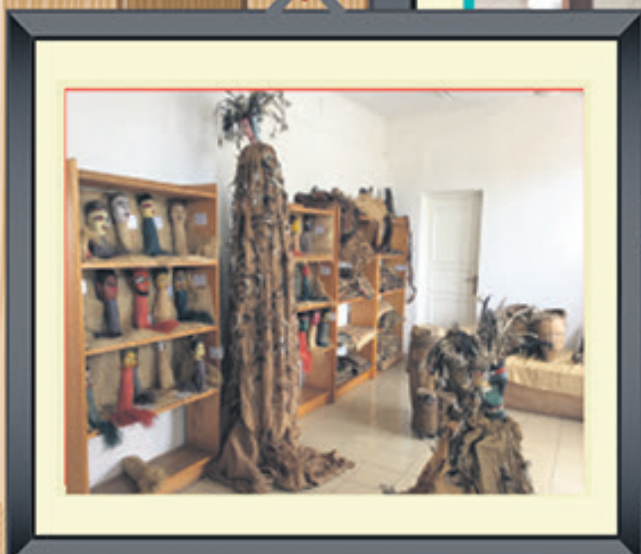
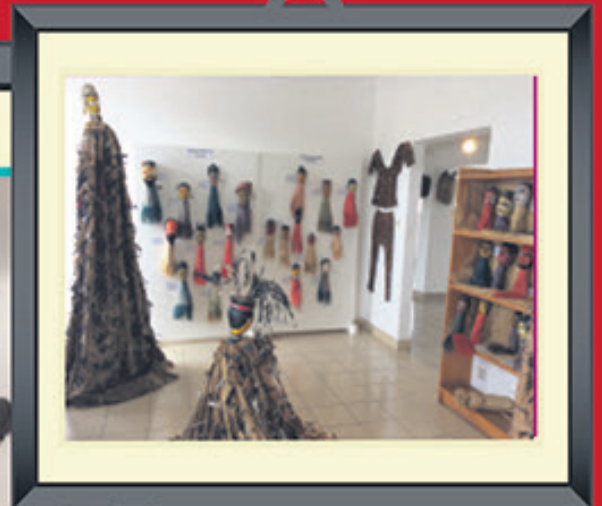
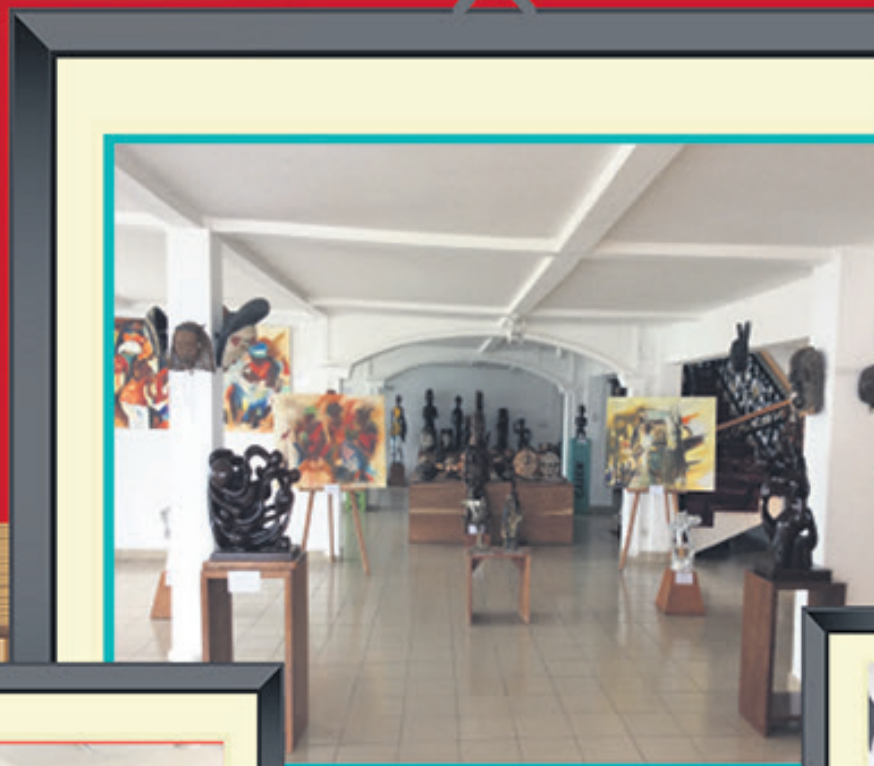
PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

Musée
du Bassin du Congo

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

SANITE

L'Ouganda lance une campagne de vaccination contre le virus Ebola

L'Ouganda a lancé lundi une campagne de vaccination pour arrêter la propagation de la maladie du virus Ebola du Soudan (SVD), qui a jusqu'à présent coûté la vie à un agent de santé et amené l'hospitalisation de deux personnes.

Selon le ministère angolais de la Santé, les agents de santé de l'hôpital national de référence de Mulago, situé dans la capitale nationale Kampala, et de l'hôpital régional de référence de Mbale, qui se trouve dans la ville du même nom, dans l'est du pays, seront les premiers à recevoir le vaccin, actuellement en phase d'essai. Les membres de la famille qui sont entrés en contact avec le cas de référence, l'agent de santé décédé le 29 janvier, seront également vaccinés. «Le ministère de la Santé maîtrise la situation. Ils (ces contacts) ont déjà bénéficié d'un traitement. Ils ont déjà reçu le vaccin contre Ebola», a déclaré à Xinhua Emmanuel Ainebyoona, porte-parole du ministère ougandais de la Santé. «Des



personnes ont été placées à l'isolement au centre de traitement. Il y a également eu des contacts avec le cas de référence mis sous qua-

rantaine dans un établissement désigné», a ajouté le porte-parole. Selon le ministère, à la date de lundi, 234 personnes avaient été identifiées comme des contacts du cas de référence et sont surveillées.

De son côté, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a rappelé qu'il n'y a pas de traitement ou de vaccins approuvés pour le SVD, mais il a toutefois été démontré que la mise en œuvre précoce d'un traitement de soutien réduit considérablement les décès dus à l'infection. L'OMS a par ailleurs fait don de 2160 doses du vaccin expérimental contre Ebola à l'Ouganda pour évaluer son efficacité dans la lutte contre le SVD, la huitième éruption de la maladie mortelle que connaît le pays.

«Le ministère de la Santé maîtrise la situation. Ils (ces contacts) ont déjà bénéficié d'un traitement. Ils ont déjà reçu le vaccin contre Ebola»

COMMERCE EN AFRIQUE

La Tunisie accueillera le 8^e Forum international pour l'investissement

Environ 70 personnalités, dont 12 de haut rang venues de pays africains, outre plus de 100 exposants, 100 institutions de financement étrangères et de nombreux hommes d'affaires et fonctionnaires de différents continents, sont attendus début mai prochain à Tunis, la capitale tunisienne, pour la 8^e édition du Forum international pour le financement de l'investissement et du commerce en Afrique (FITA 2025), a-t-on appris auprès du Conseil d'affaires Tunisie-Afrique (TABC).

D'après le président du TABC, Anis Jaziri, cette 8^e édition coïncide avec le 10^e anniversaire du Conseil et sera «exceptionnelle, d'autant plus qu'elle sera marquée par la présence d'éminentes personnalités internationales et panafricaines, outre une audience de très grande qualité appuyée par un programme varié, riche et spécial». Les discussions auront lieu autour de plusieurs dossiers, notamment l'impulsion de la transformation de l'Afrique sur les plans industriel, digital, énergétique, infrastructurel et logistique.

Pour le patron du TABC, les pays du continent africain sont considérés comme une terre «fertile» pour l'investissement et pleine d'opportunités, de richesse et de potentiel pour atteindre des taux de croissance

significatifs. «Il s'agit (...) de l'avenir de l'économie mondiale», a-t-il noté.

M. Jaziri a affirmé que cet événement pourrait également être une opportunité pour renforcer des perspectives d'attraction des investissements de divers pays africains et le développement de la destination touristique tunisienne sur le continent africain. Mieux encore, les institutions publiques et privées tunisiennes auront une chance de conclure des accords et des partenariats pour lancer des projets dans les pays africains et rencontrer des financiers internationaux dans de nombreux domaines, notamment dans les secteurs du tourisme et des industries traditionnelles.

Le ministre tunisien du Tourisme, Sofien Tekaya, qui a récemment reçu Anis Jaziri, a

saisi l'occasion pour affirmer l'importance de cet événement continental et international «devant constituer une opportunité précieuse pour une plus grande ouverture sur le continent africain et la promotion de la destination tunisienne, notamment en tant que destination de tourisme médical, de tourisme thérapeutique et de tourisme d'affaires».

Il a également souligné que l'adhésion de la Tunisie à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) et au Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) découlait de la conviction de l'importance de réaliser la transformation du marché africain et de son avenir prometteur à la lumière des principaux avantages différentiels qu'il procure.

ZLECA

Le président ghanéen appelle à davantage d'investissements dans les infrastructures

Le président ghanéen John Dramani Mahama a appelé les pays africains à accroître leurs investissements dans les infrastructures de la ZLECA.

Lors d'une session des chefs d'Etat tenue samedi dans le cadre des Dialogues sur la prospérité en Afrique (APD 2025), M. Mahama a déclaré que le continent africain pouvait débloquer son marché unique de mille milliards de dollars en investissant dans les infrastructures essentielles nécessaires au bon fonctionnement de la zone de libre-échange. «Nous devons investir dans des réseaux routiers et ferroviaires efficaces, des aéroports, des ports maritimes et la connectivité numérique. Nous devons renforcer la chaîne d'approvisionnement sur le continent afin de garantir que nos industries produisent des biens et des services qui répondent aux normes nationales et mondiales», a insisté M. Mahama. «La ZLECA change la donne. Pour en profiter pleinement, les gouvernements africains doivent travailler main dans la main avec le secteur privé par le biais de zones économiques spéciales afin de faciliter la production et le commerce», a-t-il déclaré. M. Mahama a également appelé à un meilleur accès au financement pour les petites et moyennes entreprises et à des investissements dans l'enseignement technique et professionnel pour doter les jeunes des compétences nécessaires pour l'avenir. Il a déclaré que le Ghana était fier d'accueillir les Dialogues sur la prospérité en Afrique, un événement annuel organisé par le Réseau pour la prospérité en Afrique, un groupe de réflexion sur le développement à l'échelle du continent, en collaboration avec le Secrétariat de la ZLECA, et a promis son soutien continu pour sa réussite.

Xinhua

ANNONCE DE RECRUTEMENT

Une institution financière recherche les profils selon les détails ci après:

Lieu de travail : OYO

•CAISSIER

Formation

- Niveau d'étude Bac minimum;
- Formation sur opérations de caisse;
- Formation en gestion des risques.

Compétences

- Avoir le sens de la confidentialité et de l'éthique;
- Être rigoureux et méthodique
- Être disponible et avoir le sens du service
- Avoir un esprit de synthèse et d'analyse
- Être patient, courtois et avoir une écoute active
- Être soigneux et avoir des qualités rédactionnelles

•Contrôleur conformité

Formation

Bac+3/5 idéalement juridique avec une expérience significative dans le domaine juridique et ou contrôleur interne idéalement dans un environnement bancaire.

Compétences

- Forte culture du risque
- Rigueur
- Sens de l'éthique
- Réactivité
- Esprit pragmatique et méthodique
- Pédagogie
- Gestionnaire de liaison clientèle

Compétences

- Avoir le sens de la confidentialité et de l'éthique;
- Être rigoureux et méthodique
- Être disponible et avoir le sens du service
- Avoir un esprit de synthèse et d'analyse
- Être patient, courtois et avoir une écoute active
- Être soigneux et avoir des qualités rédactionnelles
- Avoir des connaissances en matière des produits

bancaires;

Formation :

- Diplôme de Licence (Bac+3) ou supérieur, ceux qui étudient la finance, le droit, les mathématiques, l'économie, le management, les finances et la comptabilité comme spécialités sont prioritaires;

•CHARGE DES OPERATIONS INTERNATIONALES

Compétences

- Avoir des connaissances en économie, gestion, banque, finance, commerce international
- Avoir une bonne connaissance de la réglementation des changes en vigueur dans la CEMAC
- Avoir une bonne connaissance des textes réglementaires se rapportant à la LAB/LFT

Formation

- Avoir au minimum un niveau Bac+2 ou plus en économie, gestion, banque, finance

•VERIFICATEUR DE CAISSE

Compétences

- Avoir le sens de la confidentialité et de l'éthique;
- Être rigoureux et méthodique
- Être disponible et avoir le sens du service
- Avoir un esprit de synthèse et d'analyse
- Être patient, courtois et avoir une écoute active
- Être soigneux et avoir des qualités rédactionnelles

Formation

- Diplôme de maîtrise (Bac+4) ou supérieur. Ceux qui étudient la finance, le droit, les mathématiques, l'économie, le management, les finances et la comptabilité comme spécialités sont prioritaires;

- Formation sur les opérations;

- Formation en gestion des risques.

NB: les candidatures sont à envoyer par voie électronique à l'adresse suivante: recrutecongolais@gmail.com. Le dernier délai de dépôt de candidature est fixé au 12 Février 2025 à 23h59.

•CHARGES DE CLIENTELE GRANDES ENTREPRISES

Lieu de travail : BRAZZAVILLE

Compétences attendues

- Bonne connaissance des caractéristiques des services et des produits bancaires à destination des entreprises
- Bonne connaissance des techniques de financement et de l'analyse des risques financiers,
- Bonne connaissance du secteur économique congolais,
- Bonne connaissance de la réglementation bancaire, juridique, comptable et fiscale,
- Pratique indispensable de l'anglais pour la clientèle internationale,
- Bonne connaissance des techniques de négociation commerciale,
- Bonne connaissance des techniques de vente et de prospection.

Compétences comportementales - savoir-être

- Esprit d'adaptation,
- Faire preuve de capacités relationnelles et de communication,
- Savoir planifier et organiser sa charge de travail.

Compétences opérationnelles - savoir-faire

- Anticiper les besoins des clients et apporter une réponse adaptée aux attentes,
- Conduire et conclure un entretien commercial en face à face ou à distance,
- Conduire une démarche de prospection,
- Conduire une négociation commerciale,
- Détecter les risques financiers (fraude fiscale, blanchiment...),
- Rédiger des rapports d'activité,
- Savoir gérer les conflits avec les clients,
- Savoir gérer les situations d'urgence,
- Savoir tisser et entretenir un réseau de relations,
- Maîtriser les outils digitaux et les outils collaboratifs

Prérequis :

- Être au minimum titulaire d'un BAC + 3 en économie, gestion, finance ou droit,
- Avoir une expérience bancaire d'au moins 3 ans



MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE L'INTEGRATION REGIONALE

PROJET DE CREATION DES ACTIVITES ECONOMIQUES INCLUSIVES
ET RESILIENTES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

UNITE DE GESTION DU PROJET

ANNULATION DE L'AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET EN QUALITÉ D'AGENCE DE VÉRIFICATION INDÉPENDANTE (AVI)

Avis à manifestation d'intérêt pour le « Recrutement d'un cabinet en qualité d'Agence de Vérification Indépendante ».

Référence et date de publication : Les Dépêches de Brazzaville n°4940 du vendredi 31 janvier 2025, page 10.

La présente annulation s'adresse aux potentiels soumissionnaires à l'avis à manifestation d'intérêt susmentionné.

Cette annulation fait suite à une décision de l'unité de gestion du Projet de création des activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique.

En conséquence, aucun dossier relatif à cet avis à manifestation d'intérêt ne sera reçu.

Nous présentons nos sincères excuses pour le désagrément causé.

Fait à Brazzaville, le 31 janvier 2025

Le Coordonnateur

Mexans Sosthène MAYOUKOU

CONFISCATION DES TERRES

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa rejette l'accusation de Donald Trump

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a rejeté lundi les remarques du président américain Donald Trump, affirmant que le pays n'a pas «confisqué des terres».

Dans un communiqué publié par la présidence sud-africaine, le gouvernement a également rejeté les allégations selon lesquelles la Loi sur l'expropriation visait à saisir des terres.

«La Loi sur l'expropriation récemment adoptée n'est pas un instrument de confiscation, mais un processus juridique mandaté constitutionnellement qui garantit l'accès du public à la terre de manière équitable et juste, guidé par la Constitution», a indiqué le communiqué.

La réponse du chef de l'Etat sud-africain fait suite à un message de Donald Trump publié dimanche sur sa plate-forme de médias sociaux Truth Social. «L'Afrique

du Sud confisque des terres et traite très mal certaines classes de personnes. Je vais couper tous les fonds futurs à destination de l'Afrique du Sud jusqu'à ce qu'une enquête complète sur cette situation soit achevée», a-t-il écrit. Le président Ramaphosa a, pour sa part, déclaré qu'il espérait avoir des discussions avec son homologue américain sur le processus de réforme agraire de l'Afrique du Sud, suggérant qu'ils pourraient trouver un terrain d'entente. «Nous souhaitons parler avec l'administration Trump de notre politique de réforme agraire et de questions d'intérêt bilatéral», a-t-il écrit.

De son côté, Ronald Lamola, le ministre international des

Relations et de la Coopération, a affirmé que la loi sur l'expropriation n'a rien d'unique, rappelant que des pays comme les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont des lois similaires qui leur permettent d'exproprier des terres lorsque l'intérêt public le justifie. «Nous voulons dire que nous sommes une démocratie constitutionnelle et que la Loi sur l'expropriation qui a été mentionnée n'est pas une exception. De nombreuses parties du monde ont des lois sur l'expropriation qui sont utilisées dans l'intérêt public et à des fins publiques», a ajouté le ministre, abordant le sujet dans un clip vidéo.

Parallèlement, Mahlegi Bhegi-Motsiri, le porte-parole du Congrès national africain

(ANC), a salué la volonté de dialogue du président Ramaphosa avec ses homologues étrangers. «L'ANC ne tolérera pas la distorsion des faits qui sape notre programme de souveraineté et de transformation nationales. Nous appelons toutes les forces progressistes, à la fois localement et mondialement, à rejeter le programme de division d'AfriForum et se tenir aux côtés de l'Afrique du Sud dans sa poursuite de la justice, de l'équité et d'une réforme agraire significative», a-t-il déclaré. En janvier, Cyril Ramaphosa a signé le projet de Loi sur l'expropriation, qui permet aux institutions publiques d'exproprier des terres dans l'intérêt pu-

blic. La signature du nouveau texte a abrogé la loi pré-démocratique sur l'expropriation de 1975.

«L'article 25 de la Constitution reconnaît l'expropriation comme un mécanisme essentiel pour que l'Etat acquière les biens de quelqu'un à des fins publiques ou dans l'intérêt public, sous réserve du versement d'une compensation juste et équitable», a en outre noté la déclaration de la Présidence. Aujourd'hui encore, l'Afrique du Sud est toujours aux prises avec les conséquences de la Loi sur les terres de 1913 qui a permis à l'Etat de déposséder des milliers de Noirs de leurs terres.

AGRICULTURE

Le gouvernement malgache vise une superficie de 50.000 hectares de riz hybride

Le gouvernement malgache a lancé lundi la campagne de distribution de semences de riz hybride pour les agriculteurs, visant à couvrir une superficie totale de 50.000 hectares dans 12 régions rizicoles clés du pays.

Dans son discours officiel lors de l'événement à Tanambe (nord-est), le président malgache Andry Rajoelina a souligné que les agriculteurs malgaches peinent à se procurer les semences et les équipements agricoles. Cette situation entraîne des rendements insuffisants, avec une production moyenne de seulement trois tonnes de riz par hectare. Selon lui, l'utilisation du riz hybride permettra d'augmenter les rendements à 7 à 10 tonnes par hectare. M. Rajoelina estime que l'adoption de ces semences hybrides pourrait permettre aux agriculteurs de générer jusqu'à six millions d'ariary (environ 1273 dollars) de revenus supplémentaires par hectare.

Le président a rappelé que Madagascar est le troisième plus grand producteur de riz en Afrique, après le Nigeria et l'Egypte. L'objectif est de produire un million de tonnes de riz par an, ce



qui permettrait au pays de ne plus dépendre des im-

portations et de commencer à exporter cette denrée

essentielle. Pour soutenir cette dynamique, une

Le président a rappelé que Madagascar est le troisième plus grand producteur de riz en Afrique, après le Nigeria et l'Egypte. L'objectif est de produire un million de tonnes de riz par an, ce qui permettrait au pays de ne plus dépendre des importations et de commencer à exporter cette denrée essentielle.

série de stratégies a été mise en place. Parmi elles figure la création d'usines de production d'engrais, visant à rendre ces produits plus accessibles et à réduire leur coût de 60 % pour les paysans, selon M. Rajoelina. Des projets de construction de rizeries modernes pour les coopératives agricoles sont également prévus afin de limiter les pertes post-récolte. Dans son discours lors du lancement, la secrétaire d'Etat auprès de la présidence malgache chargée de la Souveraineté alimentaire, Tahiana Razanamahefa, a souligné que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la transformation agricole, un projet phare du gouvernement. Des formations ont déjà été dispensées aux paysans agriculteurs pour adopter une méthode moderne, mieux adaptée pour faire face aux effets du changement climatique, a-t-elle ajouté.

Xinhua

APF

Favoriser la mobilité citoyenne dans l'espace francophone

Le Réseau des jeunes parlementaires (RJP) de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF) s'est engagé à adresser, dès juillet prochain, une question officielle à la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) afin de connaître les mesures concrètes prises lors des réunions de l'APF de CanTho, au Vietnam, pour favoriser la mobilité citoyenne dans l'espace francophone.

Les membres du bureau de l'APF ont échangé fin janvier, à CanTho, au Vietnam, sur des sujets liés à la cohésion, au développement ainsi qu'aux bouleversements politiques au sein de l'espace de la francophonie. Le vice-président du Réseau des jeunes parlementaires de l'APF, le député congolais Yves Fortuné Moundelé-Ngollo Ehourossia, y a pris part.

Pendant les travaux qui ont réuni les acteurs principaux de la vie de la Francophonie, il était question d'échanger sur des sujets essentiels tels que l'adoption du programme de coopération parlementaire 2025, la budgétisation sensible au genre, et l'examen des situations politiques complexes dans l'espace francophone ainsi que sur certains rapports d'activités.

A en croire Yves Moundelé-Ngollo Ehourossia, ces assises ont été une occasion pour les participants de débattre du rôle de la Francophonie face aux bouleversements mondiaux et d'échanger avec l'administratrice de l'OIF, Caroline St-Hilaire, sur la co-construction d'un multilatéralisme solidaire. « A ce sujet, nous avons porté les préoccupations du réseau des jeunes parlementaires et du Parlement des jeunes. J'ai eu l'honneur de présenter, au nom de la présidente du Réseau des jeunes



Les participants en pleins travaux DR

parlementaires de l'APF, le rapport d'activités 2024. Ce rapport retrace les nombreuses initiatives et actions menées par notre réseau au cours de l'année 2024 », a rapporté le vice-président du Parlement des jeunes de la Francophonie.

Selon lui, ce rapport soumis à l'appréciation des membres du bureau n'a suscité aucun commentaire, témoignage d'une re-

connaissance unanime envers la qualité et la pertinence du travail collectif. Ainsi, plusieurs recommandations ont été adoptées lors de cette rencontre. En effet, conscients des opportunités de coopération économique et culturelle offertes par la langue française, les participants se sont engagés à favoriser la mobilité dans le cadre des programmes de la Francophonie et la circulation

au sein de l'espace des ressortissants des pays membres, notamment les entrepreneurs, les artistes, les diplômés de l'enseignement supérieur et autres. Car ces derniers sont appelés, de par leur fonction, à se déplacer régulièrement, dans le respect des législations et des réglementations nationales en matière de visa.

« Nous avons désormais la responsabilité d'assurer le suivi de

ces engagements. Dès juillet 2025, le Réseau des jeunes parlementaires adressera une question officielle à la secrétaire générale de l'OIF afin de connaître les mesures concrètes prises pour favoriser la mobilité citoyenne dans l'espace francophone », a indiqué Yves Fortuné Moundelé-Ngollo Ehourossia. Il s'est réjoui du fait que le plaidoyer du Réseau pour la mobilité citoyenne s'est affirmé comme une priorité en 2024, grâce au travail rigoureux des rapporteurs. Lors de la dernière journée de la réunion du bureau de l'APF, plusieurs points importants ont été abordés. Il s'agit, entre autres, de l'examen et l'adoption du budget 2025, des travaux des commissions, des rapports des réseaux et délégués régionaux, le point sur les distinctions de l'Ordre de la Pléiade, le calendrier des réunions et l'adoption du relevé de décisions.

Notons que la 50e session de l'APF se tiendra du 9 au 13 juillet prochain à Paris, en France. Durant cette session, il y aura aussi la prochaine réunion du bureau de cette institution. Rappelons que l'APF représente avant tout la force, la diversité et l'identité des peuples unis par la langue française, bien au-delà de la France elle-même.

Parfait Wilfried Douniama

COVID-19

La Chine juge l'hypothèse d'une fuite d'un laboratoire « extrêmement improbable »

Après les accusations formulées par la Central intelligence agency (CIA) sur l'origine de la pandémie de covid-19, la Chine a jugé l'hypothèse d'une fuite du virus depuis un laboratoire « extrêmement improbable ».

Les accusations de l'agence de renseignement des États-Unis interviennent quelques jours après la prise de poste de John Ratcliffe, fidèle de Donald Trump. La CIA avait estimé « plus probable » l'hypothèse d'une fuite du virus depuis un laboratoire chinois, que celle d'une transmission par des animaux. Cette position intervient après la confirmation de John Ratcliffe au poste de directeur de la CIA du mandat Donald Trump II. « La CIA estime, avec un faible degré de confiance et sur la base de l'ensemble des rapports disponibles, qu'une origine de la pandémie de covid-19 liée à des recherches est plus probable qu'une origine naturelle », avait estimé un porte-parole de l'agence de ren-

seignement. Elle n'avait jusqu'à présent émis aucune conclusion quant à savoir si le covid résultait d'un accident de laboratoire ou s'il provenait d'une transmission depuis des animaux. Le porte-parole de l'ambassade de Chine à Washington, Liu Pengyu, a réagi le 1er février aux déclarations de la CIA en les qualifiant de « manipulation politique ». Il a ajouté : « Nous nous opposons fermement à la politisation et à la stigmatisation de l'origine du virus. Nous appelons tout le monde, une fois de plus, à respecter la science et à se tenir à l'écart des théories du complot. »

Une « manipulation politique »
« Les États-Unis devraient cesser de politiser et d'ins-

trumentaliser la question de la recherche des origines (de la pandémie, NDLR), ainsi qu'arrêter de salir et de rejeter la faute sur d'autres pays », a souligné la porte-parole de la diplomatie chinoise, Mao Ning. Les autorités américaines se doivent de « répondre dans les plus brefs délais aux préoccupations légitimes de la communauté internationale » et « partager de manière proactive avec l'OMS les données sur leurs premiers cas suspects », a-t-elle, par ailleurs, estimé. Cinq ans après la pandémie de covid-19, l'origine du virus qui a tué plus de 7 millions de personnes dans le monde, parmi lesquelles 1,2 million d'Américains, reste controversée.

Noël Ndong

MALI

Le groupe français TotalEnergies quitte le pays

Le géant français des hydrocarbures a vendu ses activités à Coly Energy Mali, une entité pilotée par la société béninoise Bénin Petro. La reprise de la totalité des stations-service a été saluée par les autorités maliennes.

Au Mali, TotalEnergies possédait un réseau de 80 points de vente d'essence. Bénin Petro et sa société soeur basée en Suisse, Neutron, conserveront plus de 1 100 employés de TotalEnergies dans le pays. Ils reprennent les 80 stations-service de la compagnie pétrolière, ainsi que la fourniture de carburant aux miniers et à l'aviation. C'est une aubaine pour Bénin Petro déjà présente au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Nigeria. En reprenant les activités de TotalEnergies, numéro un sur le marché au Mali, l'entreprise réalise « une belle prise » selon le banquier d'affaire, William Ediko, conseiller dans l'opération.

Bénin Petro renforce sa présence en Afrique subsaharienne, croyant dur comme fer « à la résilience d'une économie malienne » aujourd'hui en difficulté. TotalEnergie quitte donc le Mali après plus de vingt-cinq ans de présence, sans donner aucune explication. Les relations avec la junte étaient tendues. « Harcèlement fiscal et grèves à répétition des employés auraient convaincu Total de quitter le pays », d'après certains dirigeants du géant français. Les stations-service changeront de nom dans le courant de l'année.

N.Nd.

OCCUPATION DE GOMA

Les religieux préoccupés

La récente prise du chef-lieu de la province du Nord-Kivu par les rebelles du M23 soutenus par l'armée rwandaise préoccupe les milieux ecclésiastiques congolais.

Prêtres, Pasteurs, évangélistes, prophètes et tant d'autres connus pour leur haute spiritualité sont montés au créneau pour tenter de sauver la patrie en danger. Leur seule thérapie est la prière, rien que la prière ! Un peu partout à Kinshasa s'organisent des veillées et croisades de prière pour implorer la miséricorde divine. Des images des pasteurs arborant des uniformes militaires ou en invocation en plein culte sont partagées à foison sur la toile. Les éléments des Fardc/Wazalendos sont au centre de ces prières intenses dont le but est de changer la donne au front en contribuant à la récupération des villes et territoires passés sous contrôle de l'ennemi. Concrètement, il s'agit de demander l'intercession du Très-Haut pour la résolution de cette crise qui s'aggrave. Très bientôt, l'organisation d'une journée de prière « contre l'agression rwandaise » et pour la restauration de la paix dans la partie est du pays n'est pas à exclure. Les églises traditionnelles, elles aussi, se sont mises au pas. Catholiques et protestants se sont unis autour de l'idéal de la cohésion nationale



La délégation conjointe Cénco-ECC autour du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi/DR

qu'ils veulent consolider en ces temps de crise. C'est dans ce cadre qu'une délégation conjointe Conférence épiscopale nationale du Congo (Cénco)-ECC conduite par le

Cardinal Fridolin Ambongo a été reçue, le 3 février, par le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi. Les représentants des deux communautés religieuses étaient

porteurs d'un projet de sortie de crise qu'ils ont présenté ce jour au chef de l'Etat. Sans entrer dans les détails, le secrétaire général de la Cénco, Mgr Nshole, s'est limité à

affirmer que « ce projet permet de sortir de la crise sans bain de sang ». À sa suite, son collègue protestant a insisté sur la cohésion nationale et la compréhension commune que les Congolais doivent dorénavant avoir sur les défis qui pèsent sur le destin de la République démocratique du Congo.

Sylvain Andema

...Demander l'intercession du Très-Haut pour la résolution de cette crise qui s'aggrave.

COMMUNIQUÉ

A L'OCCASION DES 5 ANS
DU RAPPEL À DIEU de notre très chère regrettée,
Madame Emilienne Charlotte LEKOUNDZOU,
Ancienne Sénatrice, décédée le 1^{er} Février 2020
en France, les Familles : LEKOUNDZOU -
GAMASSA - GOMA ITSOUA - LAWSON -
MAYANITH - KAMBOU - IKOUNGA - MOUAMBA
vous remercient de votre soutien multiforme le 1^{er} Février dernier
et vous convient à la Messe de suffrage qui sera dite pour son salut
le 15 Février 2025 à 15H, en la cathédrale Sacré cœur de Brazzaville.

NOUS SERONS HONORÉS DE VOUS COMPTER PARMIS NOUS.

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE | LE COURRIER DE KINSHASA | LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC NEWSLETTER

L'information du congo
et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir
la newsletter et restez informé des
principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr



Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

EST DE LA RDC

Dénouement d'un vide communicationnel du côté congolais

Là où l'information ne circule pas, ce sont les rumeurs qui prennent le dessus. Dans le cas de la guerre imposée à la République démocratique du Congo (RDC) par le Rwanda et ses supplétifs du M23, l'opinion ressent que ce pays voisin et son groupe terroriste s'appuient sur une forte armée numérique pour désinformer l'opinion, démobiliser les Forces armées de la RDC et désorienter la population congolaise.

L'opinion indique que «Du côté congolais, on ne sent plus cette force communicationnelle, cette hargne qui a caractérisé les communicateurs et communicants proches du pouvoir de Kinshasa pour asseoir ce dernier. C'est comme si une pièce manquait au puzzle».

Mais pendant que les bombes explosent dans l'Est du pays, un autre fléau s'abat, notamment la désinformation, les fake news, la propagande de l'ennemi et la confusion totale qui conduisent les dirigeants des institutions comme le ministère en charge de la Communication et des Médias, par ses briefings hebdomadaires, ainsi que le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication à réagir pour recadrer les choses.

A Kinshasa et dans d'autres villes du pays, le vide communicationnel laisse la place aux manipulateurs et aux pêcheurs en eau trouble. «L'information sécurisée», disent aussi les spécialistes de ce secteur. «Les citoyens doutent, les soutiens vacillent. Et pourtant, une solution existe :



Denise Mukendi Dusauchoy/DR.

donner la parole à ceux qui savent parler», a insisté un confrère dans son analyse de la situation.

La carte Denise Mukendi Dusauchoy sur la table

Ce dernier est allé jusqu'à pointer du doigt une dame,

une influenceuse, Denise Mukendi Dusauchoy, qui savait se jeter dans l'eau et/ou dans le feu pour parler positivement du pouvoir de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. «Son influence, sa voix forte, auraient pu être une arme redoutable.

En son absence, qui défend réellement la vérité congolaise ?», s'est-il demandé, poussé par le souci de voir la RDC bouter hors de son territoire l'armée rwandaise et le M23/AFC qui ont déjà causé plusieurs milliers de morts et ont fait des orphe-

lins, des veufs et veuves dans la population civile congolaise.

«Le silence tue autant que les balles. Laisser l'ennemi gagner la guerre médiatique, c'est accepter la défaite avant même d'avoir combattu», a-t-il fait savoir. La RDC est donc appelée à essayer ses différentes pièces en vue de renforcer sa présence dans les réseaux sociaux et donner de la voix. Sinon, l'ennemi continuera à distiller les contre-vérités, donner une image erronée de cette guerre et démobiliser le peuple congolais qui a intérêt à s'agglutiner comme des fourmis ou des abeilles le font autour de leur reine, autour du chef de l'Etat et le gouvernement pour changer la donne dans cette guerre qui dure depuis près de trois décennies.

Pour le moment, il faut essayer ce pion, cette pièce manquante du puzzle. Ceux qui la connaissent pensent que cela ne pourra que donner de l'avantage à la RDC dans cette guerre dans laquelle l'ennemi a mis des moyens énormes pour faire circuler les contre-vérités en sa faveur.

Lucien Dianzenza

«Du côté congolais, on ne sent plus cette force communicationnelle, cette hargne qui a caractérisé les communicateurs et communicants proches du pouvoir de Kinshasa pour asseoir ce dernier. C'est comme si une pièce manquait au puzzle».

Le G7 condamne l'offensive du M23

Dans une déclaration, les ministres des Affaires étrangères du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, du Royaume-Uni et des États-Unis, ainsi que le responsable de la politique étrangère de l'Union européenne (UE) ont exhorté «le M23 et les Forces rwandaises de défense (FRD) à cesser leur offensive dans toutes les directions» et ont appelé à la «protection urgente des civils».

Les ministres des Affaires étrangères du G7 ont également appelé à mettre fin à «tout soutien direct ou indirect» au M23 et à tous les groupes armés non étatiques au Congo. «Cette offensive constitue un mépris flagrant de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC. Nous condamnons également l'intention du M23 de poursuivre son expansion dans le Sud-Kivu», indique la déclaration. Le G7 exhorte le M23 à se retirer de toutes les zones contrôlées. La dernière offensive du

M23 a entraîné une augmentation spectaculaire du nombre de civils déplacés à Goma et dans l'ensemble de l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), en plus du déplacement de centaines de milliers de personnes depuis le début de l'avancée en janvier, peut-on lire dans la déclaration.

Les ministres ont déploré «les conséquences dévastatrices de la nouvelle offensive du M23 et des FRD, qui aggravent des conditions humanitaires déjà difficiles». Ils ont appelé à un passage «rapide, sûr et sans entrave» de l'aide humanitaire pour les civils et ont réitéré que le personnel humanitaire doit recevoir

des garanties de sécurité, demandant à toutes les parties à revenir à la table des négociations et à «honorer leurs engagements dans le cadre du processus de Luanda». En outre, ils ont exhorté le M23 à se retirer de toutes les zones contrôlées.

La déclaration réitère le soutien total du G7 à la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC afin de protéger les civils et de stabiliser la région, et appelle toutes les parties à respecter son mandat.

Noël Ndong

«Cette offensive constitue un mépris flagrant de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC. Nous condamnons également l'intention du M23 de poursuivre son expansion dans le Sud-Kivu»

FONCTION PUBLIQUE

Alerte sur l'intox et la manipulation

Un communiqué officiel du 2 février émanant du cabinet du vice-Premier ministre (VPM), ministre de la Fonction publique, avertit les agents et fonctionnaires de l'Etat contre la manipulation et l'intox.

Le cabinet du VPM Lihau dit, en effet, avoir constaté en circulation depuis le week-end dernier dans les réseaux sociaux, des tracts et messages anonymes appelant à une journée ville morte ce 4 février, à l'arrêt des activités dans tous les secteurs publics ainsi qu'à une marche de contestation contre les mesures issues du dernier Conseil des ministres.

« Le cabinet du VPM alerte les agents et fonctionnaires de l'Etat contre une telle démarche d'intoxication et de manipulation, oeuvre des ennemis de la République qui cherchent, sans nul doute, à paralyser les institutions de la République et à créer une fracture de la solidarité pourtant nécessaire en ce temps difficile », lit-on

dans le communiqué.

Les concernés sont appelés à se désolidariser de ces « genres de manœuvres destabilisatrices et à noter que la journée du 4 février reste ouvrable conformément à la loi ».

Des mesures provisoires

Le cabinet du VPM Lihau rappelle également que les mesures de salut public dont il est question ne sont que provisoires et ne consistent nullement à opérer des coupes sur les rémunérations des fonctionnaires. Elles visent, selon ce cabinet, à répondre à la nécessité d'assurer un appui substantiel à l'armée ainsi qu'aux opérations militaires en cours au moment où le pays traverse, dans sa partie Est, une situation dramatique marquée par

l'agression du Rwanda.

Tout en saluant la décision des bancs syndicaux de suspendre tout mouvement de grève en vue d'apporter leur soutien aux Forces armées de la République démocratique du Congo et exprimer leur solidarité à la population meurtrie de l'Est du pays, le VPM Lihau rappelle que le dialogue social demeure et doit demeurer la seule arme pouvant aider le pays à résoudre les divergences de vue. Il renseigne également que les portes des institutions sont ouvertes à tous les représentants syndicaux en vue d'échanger sur les voies et moyens de préserver la solidarité nationale dont il appelle tous les responsables des services à veiller au strict respect.

Lucien Dianzenza



VICE-PRIMATURE,
MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET
INNOVATION DU SERVICE PUBLIC

Le Cabinet

COMMUNIQUE OFFICIEL N° DDA.CAB/VPMIN/FP-MA-ISP/TKB/2025

Destinataires : Agents et Fonctionnaires de l'État (Tous)

Objet : Halte à la manipulation et à l'intox.

Le Cabinet de Son Excellence Monsieur le Vice-Premier Ministre de la Fonction Publique, Modernisation de l'Administration et Innovation du Service Public constate que, depuis ce week-end, des tracts et messages anonymes circulent en boucle sur les réseaux sociaux, appelant à une journée Ville morte ce mardi 04 février 2025, à l'arrêt des activités dans tous les secteurs publics ainsi qu'à une marche de contestation contre les mesures prises lors du dernier Conseil des Ministres.

Le Cabinet du VPM alerte les Agents et fonctionnaires de l'Etat contre une telle démarche d'intoxication et de manipulation, oeuvre des ennemis de la République qui cherchent, sans nul doute, à paralyser les institutions de la République et à créer une fracture de la solidarité nationale, pourtant nécessaire en ce temps difficile.

Le Cabinet du VPM invite donc chaque Agent et fonctionnaire de l'État à se désolidariser de ces genres de manœuvres destabilisatrices et à noter que la journée du 04 février 2025 reste ouvrable, comme de coutume, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Face à la situation dramatique qui prévaut dans l'Est de notre pays, marquée par l'agression injuste et barbare de l'Armée rwandaise, le Cabinet rappelle que, ces mesures de salut public, de surcroît, provisoires, qui ne consistent nullement à opérer des coupes sur les rémunérations des fonctionnaires, visent essentiellement à répondre à la nécessité d'assurer un appui substantiel à nos vaillantes FARDC ainsi qu'aux opérations militaires en cours.

Dans cette occurrence, le VPM tient à remercier tous les bancs syndicaux qui, prenant la mesure de la gravité de la situation, ont levé l'option, par leurs divers communiqués, de suspendre tout mouvement de grève, en vue d'apporter leur soutien aux FARDC et exprimer leur solidarité aux populations meurtries de l'Est de notre Pays.

Enfin, le VPM rappelle que, comme en temps de paix, qui plus est, en temps de guerre, le dialogue social demeure et doit demeurer la seule arme pouvant nous aider à résoudre nos divergences de vue, les portes des institutions restantes ouvertes à tous les représentants syndicaux pour échanger sur les voies et moyens de préserver la solidarité nationale, conformément aux orientations de l'Autorité Suprême. Il demande, en conséquence, à tous les responsables des Services, de veiller au strict respect de ces orientations.



JUSTICE

Un journaliste condamné à Kinshasa à 12 mois de prison

Paul Mupanza Kasongo, journaliste basé à Kinshasa et travaillant pour un média Youtube « Buisson Ardent » a été reconnu coupable d'imputation dommageable par le Tribunal de paix de Kinshasa/Matete.



Le journaliste dans son lieu de détention/DR

L'Observatoire de la liberté de presse en Afrique (Olpa) a exprimé sa stupéfaction après la condamnation du journaliste, dans un communiqué du 2 février. « Cette juridiction a condamné Paul Mupanza à douze mois de prison et au paiement d'une amende transactionnelle de 800 000 francs congolais (équivalent de 285 dollars américains) dans une affaire sous le RP 37960 l'opposant à M. Laurent Batumona Nkhandi Kham, président du parti poli-

tique Mouvement de solidarité pour le changement, membre de la plateforme présidentielle Union sacrée de la nation », a expliqué Olpa.

Selon cette organisation, dans son réquisitoire le parquet avait soutenu la condamnation du journaliste à cette durée, alors que c'est depuis le 1er novembre 2024 qu'il est incarcéré au parquet de Grande instance de Kinshasa/Matete. « Il est accusé d'avoir animé et diffusé, les 18 et 20 mars 2024, une émission intitulée

« Qui dit vrai ? », au cours de laquelle, il a qualifié M. Laurent Batumona d'être un des soutiens de la milice Mobondo qui sème la terreur dans la province de Mai-Ndombe et une partie de Bandundu » a ajouté Olpa. Le verdict dans cette affaire, a-t-il soutenu, est intervenu 48 heures seulement après l'audience du 23 janvier dernier, au cours de laquelle le journaliste a comparu en personne assisté de ses conseils.

L.D.

PAN-F INGENIERI ET EQUIPEMENT CONGO RECHERCHE UN(E)

Spécialiste en géotechnique ou levé

Expérience professionnelle : 3 ans

Langues : anglais courant

Habite à Brazzaville

Envoi CV : geo-engineering@qq.com

Contacte :

+242 05 746 25 29

+242 06 157 82 09



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



ELIMINATOIRES CAN 2025

Les Diables rouges U17 attendus au Cameroun

Après une période de confusion marquée par la participation ou non de l'équipe nationale du Congo au tournoi zonal de qualification à la Coupe d'Afrique des nations (CAN) des moins de 17 ans, les choses semblent s'améliorer en faveur de ces jeunes footballeurs.

Le ministre des Sports, Hugues Ngouelondélé, vient de signer un ordre de service devant permettre à l'équipe et au staff technique de se rendre à Douala pour participer, du 11 février au 2 mars, au tournoi qualificatif à la CAN de la catégorie.

Les jeunes Congolais sont déjà en stage de préparation depuis plusieurs semaines. Ils comptent faire mieux au Cameroun et décrocher la qualification afin de non seulement débiter l'année sur les chapeaux de roues, mais aussi raviver l'espoir des supporters du ballon rond au Congo.

La sélection congolaise, composée des meilleurs joueurs, est constituée des jeunes évoluant dans des championnats différents. Au total, ils sont trente-deux jeunes footballeurs qui représenteront le Congo dans cette campagne sous les auspices de l'entraîneur, italien Cesana Fabrizio Eraldo. La CAN, en elle-même, se déroulera du 30 mars au 19 avril prochain au Maroc. Lors de la dernière édition, les Congolais ont été éliminés en quarts de finale.

Rude Ngoma



Les Diables rouges DR

FESTIVAL DAKAR COURT 2025

L'appel à films lancé

A l'occasion de la 8^e édition du Festival international du court-métrage de Dakar « Dakar court » qui se tiendra du 8 au 13 décembre au Sénégal, les cinéastes africains sont invités à soumettre leurs films pour la compétition officielle.

Dakar court est un festival africain qui se consacre à la promotion du court-métrage de fiction tout en faisant la promotion du talent des cinéastes qui font leur premier pas dans l'industrie du film ou qui ont pu lancer leur carrière à travers ce genre cinématographique.

Depuis son lancement, le festival Dakar court se positionne comme un moment de rencontres, de réseautages, de découvertes et de festivités autour du court-métrage. Un pari réussi avec une audience amplifiée édition après édition. En effet, pour les artistes en début de carrière hors du Sénégal, ce genre de programme permet de se faire

connaître sur la scène continentale, de côtoyer d'autres cinéastes pour apprendre de leur expérience, attirer l'attention des producteurs et pouvoir nouer des collaborations.

Pour sa 8^e édition en cours de préparation, l'appel à films pour la compétition officielle est ouverte depuis le 1^{er} février et elle se fermera le 25 juillet. La compétition officielle est réservée aux fictions africaines et de sa diaspora. Selon le comité

d'organisation, une fois le film sélectionné, il ne sera pas possible de le retirer.

« Envoyez-nous vos courts-métrages de fiction à l'adresse : soumissionfilms@festivaldakarcourt.com. Scannez le QR code sur la page Facebook pour accéder à toutes les informations », a annoncé Dakar court dans un post en ligne.

Pour être éligible, chaque film soumis doit remplir au moins une des condi-

tions comme être réalisateur d'origine africaine, afro descendante et/ou des Caraïbes ; être un personnage principal d'origine africaine, afro descendante et/ou des Caraïbes ; avoir une histoire ou un thème ayant un lien avec l'Afrique ; avoir déjà fait une ou plusieurs scènes tournées en Afrique ; avoir un film produit au maxi-

mum deux années avant et enfin le film doit durer au maximum 45 minutes. Comme éléments à fournir, on note entre autres le lien du film, une fiche technique du film incluant le synopsis, l'affiche du film, une courte biographie du réalisateur, une photo officielle du réalisateur, une copie de la carte d'identité ou du passeport du réalisateur. Pour les films réalisés dans une autre langue que le français, les organisateurs exigent aux réalisateurs de fournir des sous-titres en français.

Merveille Jessica Atipo

« Envoyez-nous vos courts-métrages de fiction à l'adresse : soumissionfilms@festivaldakarcourt.com. Scannez le QR code sur la page Facebook pour accéder à toutes les informations »





LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel pour vos Manifestations

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



7^e ART

Le film « Le sang et la rose » projeté à Royal cinéma de Tchimbamba

Produit par Cam Prod Agency, le film « Le sang et la rose » de Cardy Cardelin Babakila, auteur, scénariste et réalisateur a été projeté en avant-première, le 1er février, au Royal Cinéma à Tchimbamba, dans le 1er arrondissement de Pointe-Noire, Emery-Patrice-Lumumba.

Dans une ambiance où se sont entremêlés émotion, joie, consternation, rire, le film « Le sang et la rose », premier film du réalisateur Cardy Cardelin Babakila avec la particularité d'avoir été joué avec des acteurs et actrices qui faisaient leurs premiers pas dans le cinéma, a été diffusé devant un public venu suivre cette merveille cinématographique mais aussi pour rendre hommage à Seth Lys Owassa, l'un des acteurs du film, décédé inopinément le 9 avril 2024, quelques jours seulement avant la fin des séances du tournage qui a duré une année.

L'émotion était forte du côté des acteurs, pour la plupart étudiants à la Haute école Léonard de Vinci, de revoir leur défunt collègue arraché à l'affection de ses parents, proches et amis à fleur de l'âge. Nombreux n'ont pu contenir leurs larmes quand Cardy Cardelin Babakila et les proches de l'acteur disparu ont expliqué à l'assistance les circonstances



Cardy Cardelin Babakila présentant les acteurs du film Adiac

de sa mort. Une mort tragique et brutale qui a plongé tous ses amis dans la consternation. Tout comme la fin du film avec cette avalanche de drames, malheurs et tragedies...

En effet, « Le sang et la rose » est un drame d'une heure aux relents d'une histoire à la

trame captivante entre amour, trahison et xénophobie, qui plonge les cinéphiles dans un suspense passionnant. C'est un récit épique d'Armel Kayatchuku, un homme prêt à tout pour honorer sa promesse. Malgré le chômage, Armel Kayatchuku de la tribu


Yoruba, très déterminé, tient à honorer Bibiche Nkodia, sa promise, la fille unique de Julien Nkodia un retraité kongo de la fonction publique.

Seulement son beau-père ne lui facilite pas les choses : chantage, trafic d'influence, xénophobie, refus catégorique...

Même la mère de Bibiche ne parvient pas à convaincre son mari arc-bouté à ne céder sa fille qu'au plus offrant, surtout pas à un Yoruba, une tribu dont il garde toujours des douloureux souvenirs. Déterminé et ambitieux, Armel se replie au village Nko pour y trouver gain de cause. Travaille et bosse comme un forcené. Il confie alors à Raoul Embo Ndong, un ami d'enfance, toutes ses économies qui lui permettront de préparer son mariage, malheureusement, ce dernier trouve avec cet argent une aubaine de courtiser Bibiche, la petite amie de son presque frère qui va devenir par la suite son amante. Ainsi, commence comme dans une spirale de malheurs, les drames et tragédies : Embo tue Bibiche, qui venait de découvrir sa malice, Armel élimine Embo pour se venger, la papa de Bibiche meurt d'accident cardiaque... Dans le sang, la douleur et le chagrin se termine le film.

Hervé Brice Mampouya

EN MÉMOIRE DE



**Aimé Jean-Marie Claude
LOEMBHET**

13 Septembre 1953 - 22 Janvier 2025

Les clans **NGOUELA, TCHIBANA, MVA** et **BINANGA**, dans leur immense tristesse, ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances le décès de Aimé Jean-Marie Claude LOEMBHET, ancien Secrétaire Général des mairies de Mvoumvou et Ngoyo à Pointe-Noire, survenu le 22 /01/2025 en France.

Programme des obsèques :

Lundi 3 février : Cérémonie de levée de corps au Centre Hospitalier de Le Mans (10h-12h)

Mercredi 5 février : Arrivée de la dépouille mortelle par vol Air France à l'aéroport international A. Neto Pointe-Noire à 6h15

Judi 6 février : Dernière veillée au domicile de l'illustre disparu sis au quartier Tchiali (2e rue à gauche après la boulangerie).

Vendredi 7 février :

- o 09 h 00: Levée de corps à la morgue de Pointe-Noire;
- o 09 h 30: Arrivée au domicile puis recueillement ;
- o 15 h 00: Départ pour Hinda;
- o 17 h 00: Début de la dernière veillée à la résidence secondaire

Samedi 8 février :

- o 11 h 00: Messe de requiem à domicile ;
- o 13 h 00: Inhumation sur les terres de ses ancêtres au cimetière familial à Hinda

Dimanche 9 février : Retour à Pointe-Noire et fin de la cérémonie.

« Dieu a donné, Dieu a repris, qu'il l'accueille avec amour dans son royaume »



**ABONNEZ VOUS
GRATUITEMENT**

www.adiac-congo.com/content/newsletter

↑

SAISISSEZ LE LIEN

OU



**SCANNEZ
LE QR CODE**

PRÉSIDENCE DE LA COMMISSION DE L'UA

Madagascar sollicite l'appui du Congo

« Nous sommes ici pour solliciter le soutien d'un pays frère qui est le Congo », a déclaré la ministre malgache des Affaires étrangères, Rafarava Vitafira Rasata, porteuse du message du président de Madagascar à son homologue Denis Sassou N'Guesso.

Le pays veut, en effet, briguer la présidence de la commission de l'Union africaine (UA) à travers son candidat, Richard Randriamandrato.

Selon la ministre Rafarava Vitafira Rasata, face aux différents défis auxquels l'Afrique est confrontée aujourd'hui, Madagascar veut apporter une réponse par une stratégie bien définie, surtout si son candidat est porté à la présidence de la commission. Il convient de souligner que Kenya et Djibouti aspirent également à la présidence de la commission de l'UA. Madagascar n'est donc pas l'unique pays candidat.

La diplomate a, par ailleurs, rappelé que le Congo et Madagascar ont toujours entretenu des relations fraternelles dans différents domaines. Les pays, a-t-elle poursuivi, partagent les mêmes préoccupations sur les questions environnementales.

Rominique Makaya



La ministre malgache reçue par le président Denis Sassou N'Guesso/DR

ENVIRONNEMENT

Des recommandations pour structurer la filière assainissement

La première conférence sur l'assainissement urbain en République du Congo s'est achevée avec une série de recommandations structurées autour de quatre axes majeurs : gouvernance et cadre réglementaire, mobilisation des ressources et financements, sensibilisation et éducation, infrastructures et gestion des déchets.

Gouvernance et réglementation

Mettre en place une politique nationale d'assainissement, un cadre législatif structurant et un mécanisme de coordination des partenaires. L'opération "Ville-village et habitation propre" devrait devenir une loi contraignante.

Financements et ressources

Accélérer la recherche de financements innovants, faciliter l'accès aux fonds pour les ONG et accorder des subventions spéciales aux arrondissements pour renforcer l'implication communautaire.

Sensibilisation et éducation

Lancer des campagnes de sensibilisation, intégrer l'hygiène et l'instruction civique dans les programmes scolaires et créer des clubs d'assainissement dans les écoles et quartiers. Infrastructures et gestion des déchets



Le Premier ministre entouré du ministre de l'Assainissement et du maire de Brazzaville/DR

Établir une cartographie nationale de l'assainissement, multiplier les points de collecte et les initiatives locales, encourager le tri sélectif et former des bri-

gades communautaires pour assurer un suivi durable. Lors de la clôture des travaux, le ministre Juste Désiré Mondélé a insisté sur l'importance d'une action

concertée, impliquant les autorités, les citoyens, les jeunes entrepreneurs et les partenaires internationaux. « Cette conférence n'a pas été une simple messe de

bonnes intentions, mais une véritable plateforme de concertation aboutissant à une feuille de route claire », a-t-il déclaré. Il a mis en avant la nécessité d'un développement harmonieux, incluant aussi bien les zones urbaines que rurales, et a salué les initiatives des jeunes dans l'économie circulaire, notamment la transformation des déchets en opportunités économiques. « Nous allons vous accompagner à structurer vos projets, migrer du secteur informel au formel et devenir de véritables champions de l'assainissement », a-t-il affirmé, annonçant un soutien via le Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement. Avec cette feuille de route et un engagement politique affirmé, le Congo se positionne pour un avenir plus propre et plus durable, en transformant l'assainissement en un levier de développement économique et social.

Durly Émilie Gankama

« Nous allons vous accompagner à structurer vos projets, migrer du secteur informel au formel et devenir de véritables champions de l'assainissement »